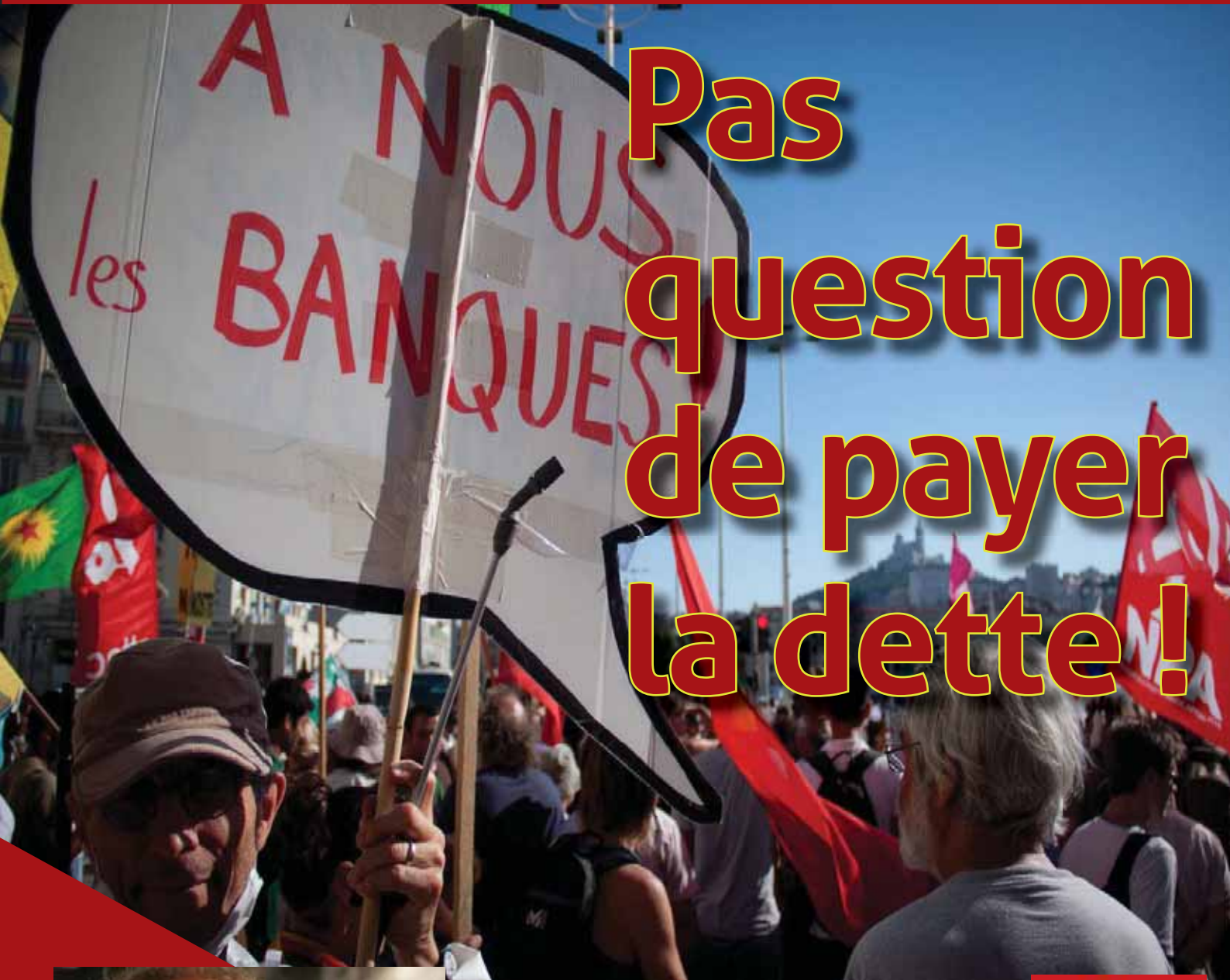


ANTICAPITALISTES !

Mensuel du **Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde**



**Pas
question
de payer
la dette !**



**12 octobre
Bordeaux**

20h30- Athénée municipal



Meeting avec Philippe Poutou
candidat du NPA à la présidentielle

Lisez la presse anticapitaliste...

Abonnez-vous

à **TOUT EST A NOUS !**

L'HEBDO



Le nombre d'abonné-es est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdo seul ou à l'hebdo couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdo et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdo à moins d'1 euro et la revue à 3 euros...

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

LA REVUE MENSUELLE



Pour s'abonner avec paiement par chèque, photocopier et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site www.npa2009.org. Il est également possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo Tout est à nous	28 €	56 €
Tout est à nous et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

Paiement par chèque à l'ordre de **N.S.P.A.C.**

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____

Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N°: _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Abonnez-vous

à **ANTICAPITALISTES !**

le mensuel du NPA 33

ANTICAPITALISTES !

directeur de publication : **Jean-Louis Danflous**

CPPA : 1014 P 11511 ISSN : en cours

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

Tarifs d'abonnement : 11 € (11 n° auprès des comités)

15 € (11 n° + frais d'envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova

Nom : _____

Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N°: _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Sommaire

NPA en campagne p. 4 & 5
- Interview de Philippe Poutou

Education p. 6 à 9
- Rentrée dans les écoles, mensonges de Châtel
- Cantines : politiques discriminatoires
- Eclair contre l'éducation prioritaire
- Lutte pour la défense des EVS-administratifs
- Fabrique scolaire de l'histoire officielle
- Croisade sexiste contre les programmes de SVT
- A lire : La nouvelle école capitaliste

Nos vies, pas leurs profits p. 9 & 10
- Salarié(e)s handicapé(e)s : un vrai boulot...
- Arcachon, non à la privatisation de la santé
- Quand *Sud-Ouest* censure ses salariés...

Ecologie et Politique locale p. 11
- Fukushima, Marcoule... nucléaire dégage !
- Lormont : échec des démolitions-reconstructions

Internationalisme p. 12 & 13
- Rwanda : interview de Pascal Bianchini à propos d'un procès... contre les victimes !
- Retour du Chili : jeunesse et salariés en lutte

Roms p. 14
- Interview de Jérôme Lobao

A voir et à lire p. 15
- *Moi, Michel G., milliardaire, maître du monde*
- Traven : *Dans l'Etat le plus libre du monde*

Quinzaine anticapitaliste p. 16

Édito

Pas question de payer la dette

Les dirigeants européens prévoient de diviser par quatre l'aide alimentaire destinée aux organismes caritatifs, une aide qui permet à plus de 13 millions de personnes de survivre chaque année. Le montant n'était pourtant pas très élevé : 500 millions d'euros. Bien peu par rapport aux centaines de milliards distribués pour sauver le système financier de la faillite.

C'est un choix politique bien révélateur de l'aggravation de la crise engagée depuis trois ans. Un cran de plus a été franchi depuis cet été. Les agences de notation, porte-parole des intérêts des groupes financiers, dévaluent les Etats qui n'en font pas assez pour prendre dans nos poches. Et pourtant, les plans de rigueur se multiplient, en Grèce, en Italie, aux USA, ici aussi, comme avec Fillon qui annonce maintenant la retraite à 67 ans, comme en Allemagne. Ils n'en ont jamais assez...

La spirale infernale qui a été enclenchée, alimenter les banques et les financiers en cassant les services publics et en faisant payer la majorité de la population, se répercute directement dans notre vie quotidienne. Elle conduit tout droit vers un appauvrissement général, vers la récession. A Fralib (les thés Lipton dans les Bouches-du-Rhône), les salariés luttent contre la fermeture de leur usine. Peugeot prévoit de supprimer 10 000 postes en France, 10% des effectifs, en licenciant les intérimaires, les CDD, et chez les sous-traitants... en prévision de la baisse de la demande. En route aussi les baisses de salaire, comme aux Fonderies du Poitou où les salariés les contestent par la grève depuis le 2 septembre.

En Grèce, un énième plan d'austérité, prévoit de baisser de 20% les retraites, de suspendre 30 000 fonctionnaires, de faire payer des impôts à partir de 416 euros de revenu mensuel... Une grève a éclaté le 22 septembre pour s'y opposer, dans la continuité de la lutte des indignés d'Athènes qui ont osé affirmer que la dette est illégitime. Comme Papandreou, les dirigeants du PS concurrents dans les primaires, sont tous bien d'accord pour rembourser la dette, faire payer les classes populaires pour alimenter les banques.

A l'inverse, comme les indignés grecs, nous devons affirmer que la dette est illégitime, que nous voulons son annulation. Pourquoi devrions-nous consacrer l'équivalent du budget de l'éducation à financer des parasites qui conduisent l'économie à la faillite ?

Aux peuples de décider !

Annuler la dette, c'est remettre au centre du débat politique nos exigences sociales, démocratiques et écologiques que seul un gouvernement des travailleurs pourrait réellement servir. La priorité, c'est un emploi et un salaire pour tous, l'interdiction des licenciements, l'augmentation de tous les revenus avec un minimum de 1600 €. Cela implique de prendre les mesures les plus autoritaires contre la finance : la fermeture des Bourses, l'expropriation des banques et leur unification dans un seul organisme contrôlé par la population. C'est aux peuples, aux travailleurs, de décider.

Pour populariser cette perspective, une candidature du NPA portée par Philippe Poutou

Ce programme est celui que le NPA va porter dans les semaines et mois à venir, dans son action quotidienne, et dans la campagne présidentielle en présentant notre camarade Philippe Poutou, salarié à Ford Blanquefort (voir son interview p. 4&5).

Nous invitons tous ceux qui veulent s'y associer à prendre toute leur place dans cette campagne, pour faire partager ces idées... et nous aider dès maintenant à dépasser l'obstacle anti-démocratique des 500 signatures.



Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org

www.npa33.org

Anticapitalistes ! n° 21 - septembre 2011 - 3

Interview de Philippe Poutou candidat anticapitaliste à la présidentielle

Anticapitalistes : Lors du meeting de l'université d'été du NPA, tu as expliqué que tu es un « ouvrier candidat et pas un candidat ouvrier », la différence est importante pour toi ?

Philippe Poutou : Je suis avant tout un ouvrier qui travaille et souhaite rester le plus possible avec ses collègues tout en sachant qu'il faut un minimum de disponibilité pour mener la campagne. Ce n'est pas parce que je suis le « candidat » que toute ma vie doit changer durant la campagne. Je revendique le fait de garder ma vie sociale et de rester le même. Je ne suis ni un super-militant ou le super candidat.

Comme celle d'Olivier Besancenot (2002, 2007), ma candidature tranche avec celle des autres qui sont des politiciens professionnels (à part N. Artaud pour LO). D'ailleurs, la politique ne doit pas être le monopole d'une caste comme c'est le cas aujourd'hui, coupée de la population, sans contrôle, sans transparence... Les salariés doivent faire de la politique directement.

A : Que porte la candidature NPA par rapport aux autres ?

Philippe : La candidature ouvrière du NPA, dès l'annonce, a constitué un petit événement. Heureusement car cela a permis de ne pas passer inaperçu. Certes, je suis un « total » inconnu mais un salarié qui s'est battu avec ses copains de boulot pour empêcher la fermeture de son usine. Ce sera, à coup sûr, un aspect fondamental de notre campagne.

Je pourrai parler des conditions réelles d'existence de la population, les conditions de travail des salariés. Nous ne faisons pas une candidature de « témoignage » car il ne s'agira pas seulement de décrire la peur du chômage et de la précarité ou la souffrance au quotidien. Il s'agit de la dignité populaire et ouvrière. De parler de ce camp,



celui des gens d'en bas, qui n'existent que très peu dans les médias et en général. De parler de ceux qui subissent aujourd'hui la crise de manière brutale et un mépris social profond mais qui résistent au quotidien, qui ne se résignent pas. Les ouvriers, les salariés ne sont pas destinés à bosser quand le patron a besoin d'eux et à se taire quand on les vire. Les salariés de Fralib, ceux des Fonderies du Poitou luttant contre les menaces de fermetures de leurs usines sont les exemples actuels de ce refus de la résignation. Les « Fralib » occupent leur usine et défendent l'idée de la reprendre eux-mêmes, en maîtrisant la production. Les « Fondeurs » dénoncent la gestion et le chantage patronal en « évinçant » leurs dirigeants et en élisant en assemblée générale un ouvrier comme nouveau directeur. Cet humour, ce culot sont à l'image de ce que nous pouvons être et faire collectivement.

Nous n'avons pas besoin des politiciens qui veulent parler en notre nom, qui disent vouloir régler nos problèmes. C'est faux et nous avons largement eu l'occasion de le vérifier. Il est temps que nous prenions nos affaires et notre avenir en main.

Nous les salariés, nous la population, nous devons dire que nous pouvons diriger, ensemble, toute la société. Nous pouvons organiser la société et la production pour satisfaire les besoins sociaux de tous.

A : On reproche souvent au NPA de ne pas s'intéresser au pouvoir...

Philippe : Oui, comme si on voulait rester à la marge, sans possibilité d'influencer. Alors en quoi serait-il utile de voter NPA ? Nous disons que le minimum « syndical » de ces élections, c'est que Sarkozy et sa bande dégagent mais nous ne pensons pas que le PS offre une perspective viable. Nous ne voulons pas qu'à l'austérité de droite succède une austérité de gauche.

C'est pour cela que nous refusons la perspective d'une nouvelle union de la gauche (PS, EELV, FdG) mais cela ne signifie pas que nous refusons le pouvoir. Seulement nous ne le voulons pas pour nous, nous ne sommes pas des « camarades ministrables ». Au contraire nous défendons un pouvoir collectif, celui de la population et du camp des travailleurs.

Nous revendiquons comme les indignés en Grèce ou en Espagne, une démocratie directe et maintenant. Dans ces élections nous défendrons un programme de rupture avec le capitalisme. C'est le programme qui devrait être celui d'un vrai gouvernement des travailleurs. Cela suppose un climat social complètement différent, des mobilisations générales de la population, y compris à l'échelle européenne. C'est ce qu'il nous faut préparer.

A : *Quelles vont être les idées fortes de la campagne du NPA ?*

Philippe : Nous défendrons un programme d'urgence économique, social et écologique. C'est même urgent de chez urgent, tant la crise du capitalisme s'est aggravée brutalement.

La question de la dette publique est centrale car cette dernière sert à justifier des nouveaux plans d'austérité qui se traduiront par un recul du niveau de vie des populations. Nous refusons de payer cette crise et c'est logiquement que nous défendons l'annulation de cette dette illégitime parce qu'elle est le résultat d'une politique délibérée en faveur des plus riches.

Pour sortir de la crise, nous n'avons pas le choix, il faut empêcher les banquiers de nuire, il faut mettre en place un monopole public bancaire européen avec un contrôle des usagers et de la population, avec une transparence totale, c'est incontournable.

Nous défendons l'idée d'une autre répartition des richesses et cela passe par une véritable taxation des riches, d'une re-fonte de la fiscalité. Il s'agit au minimum de récupérer tout ce que le capital a détourné des poches des salariés depuis 30 ans, soit l'équivalent de 10 % des richesses produites annuellement. Il faut interdire les licenciements et augmenter les revenus pour tous avec un minimum de 1600 euros net. Il faut développer les services publics et les moyens existent largement. Par exemple, 50 milliards d'euros seront utilisés en 2011 pour payer les intérêts seuls de la dette, ce qui équivaut au budget de l'éducation nationale.

Nous défendons aussi la sortie du nucléaire dans les 10 ans qui viennent. Tout en diminuant les énergies fossiles pour s'attaquer au réchauffement climatique. Seul un service public de l'énergie peut mettre en place une politique rationnelle et soucieuse de la planète et des besoins des gens.

Et nous défendons bien sûr aussi l'égalité des droits pour tous et la lutte contre toutes les formes d'oppression et de discrimination.

On peut lire une autre interview de Philippe dans la revue mensuelle *Tout est à nous* de juillet-août 2011, disponible aussi sur le site www.npa2009.org, rubrique *Tout est à nous !*



Philippe Poutou, bio express

- 44 ans, ouvrier à l'usine Ford de Blanquefort depuis 1996, après plusieurs années de galère en intérim.
- En 1984, à 17 ans, sympathies libertaires et rencontre avec des militants de LO au lycée. Exclu de LO avec les militants de Bordeaux en 1997 qui fondent Voix des travailleurs et rejoignent en 2000 la LCR. En 2009, il participe à la fondation du NPA. Candidat à plusieurs reprises pour la LCR et le NPA dans diverses élections. Tête de liste en Aquitaine aux dernières régionales. Depuis 2010, il est membre de la direction départementale du NPA 33.
- Militant syndical à la CGT depuis son embauche à Ford. Animateur de la lutte contre les suppressions d'emplois et la fermeture prévue de l'usine. Quelques temps forts : le blocage de l'usine en 2008, les manifestations dans Blanquefort et au Salon de l'Automobile à Paris (2008 et 2010), l'interpellation des élus (tout en dénonçant les subventions aux entreprises privées), et tous les liens créés avec les salariés en lutte contre pour leurs emplois, à Solectron, Solferti, First Metal, Molex, New-Fabris, Continental, Philips, Good-Year, Freescale... Cette lutte oblige Ford à racheter sa propre usine en 2010, alors qu'il s'en était débarrassé auprès d'un repreneur bidon en 2009.

Education

Rentrée dans les écoles

Mensonges de Châtel et réalité des chiffres !

Le gouvernement a supprimé 16000 postes à la rentrée 2011, dont près de 9000 dans le 1^{er} degré, entraînant la fermeture de 1500 classes dans les écoles. Depuis l'arrivée de Sarkozy, 56 000 postes ont été supprimés. Luc Châtel a affirmé aux JT de 20h que ces suppressions étaient justifiées par une baisse du nombre d'élèves. Or le rapport de la DEPP (organisme statistique de l'Education Nationale) a montré qu'il y avait 17 000 élèves supplémentaires à la rentrée 2010, rien que dans le primaire. Et la tendance va perdurer dans les années à venir.

Même l'OCDE (organisme international au service des gouvernements) critique la politique française d'éducation : la dépense d'éducation en France est inférieure de 14% à la moyenne de l'OCDE. Par ailleurs, la part du PIB consacrée par la France à l'éducation a diminué de 0,3% entre 2000 et 2008 alors qu'elle a partout progressé au moins au même rythme

que le PIB. Autre point négatif : le taux de scolarisation des jeunes de 15 à 19 ans a augmenté de plus de 9 points entre 1995 et 2009 dans les pays de l'OCDE alors qu'en France ce taux a chuté de 5 points (130 000 jeunes qui sortent chaque année du système scolaire sans qualification soit 16% d'une classe d'âge).

Résultat : il n'est plus possible d'offrir un enseignement de qualité dans des classes surchargées (beaucoup de classes à 30 élèves dans le primaire et à 40 dans le secondaire) et avec des enseignants de moins en moins formés, les remplacements ne seront plus assurés... Le nombre d'élèves en difficulté va exploser ! L'urgence est bien de se mobiliser contre ces choix iniques... La grève du 27 septembre doit être le début d'un grand mouvement de protestation et de résistance.

Valérie Pény

Maternelle Yser à Bordeaux Rentrée débordée

A la maternelle Yser à Bordeaux, les classes ont explosé ! A la rentrée, il y avait entre 36 et 39 élèves par classe. Face à cette aberration et à l'exaspération des parents, l'inspecteur n'a pas eu d'autre choix que d'ouvrir une classe supplémentaire, laissant tout de même les classes à 28 élèves en moyenne. On ne peut pas être à l'écoute et faire progresser chaque enfant quand il y a 28 enfants de 3 à 6 ans dans une même pièce.

Comment se décident les ouvertures de classe dans le primaire ?

Pour pallier le manque croissant d'enseignants, les seuils d'ouverture et de fermeture des classes ont été relevés. En élémentaire, il faut désormais une moyenne de 28 élèves par classe et 32 élèves en maternelle pour qu'il y ait une ouverture de classe. Autant dire qu'avec autant d'élèves, c'est le retour des méthodes anciennes avec le maître au tableau et le décrochage assuré des élèves.

Bordeaux - Pratiques discriminatoires contre les familles de chômeurs

Des enfants de chômeurs se voient interdits de cantine scolaire à Bordeaux (ville de droite) mais aussi dans au moins 70 communes dans le pays dont des municipalités (de gauche) comme Cenon ou Lormont.

L'adjointe à la petite enfance et à l'éducation de Bordeaux explique qu'« On ne ferme pas la cantine aux familles de chômeurs mais nous manquons de place pour satisfaire tout le monde donc nous traitons les dossiers au cas par cas ».

Pour justifier l'injustifiable, comme dans beaucoup trop d'autres communes, c'est le même argument : une mère ou un père au chômage a du temps pour s'occuper de nourrir son enfant à la maison ! Comme souvent, l'évidence du « bon sens » est bête et méchante.

La cantine scolaire est un service pour tous les enfants, quelle que soit la situation des parents. L'égalité de tous au service public est un droit qui ne se discute pas au cas par cas !

Les parents au chômage ont suffisamment de problèmes à cause de leur situation et pour certains de gros problèmes financiers qui ne permettent même pas de nourrir leurs enfants correctement. La cantine scolaire permet donc aussi de pallier les carences alimentaires des enfants les plus démunis. De toute façon, il est scandaleux et inacceptable d'écarter certains enfants, avec tous les dégâts que cela peut faire d'être ainsi montrés du doigt.

Cela s'appelle du racisme social que connaissent trop bien tous et toutes les précaires. Quant à nous dire qu'il y aurait un problème de places pour accueillir tous les enfants, on croit rêver d'entendre cela ! Il faut créer les structures nécessaires, avec le personnel nécessaire un point c'est tout ! L'argent existe mais il faut choisir entre l'intérêt collectif de la population ou les cadeaux aux plus riches.

Jacques Raimbault

En un ECLAIR, un trait tiré sur l'éducation prioritaire !

ALormont, les deux réseaux Ambition Réussite qui avaient succédé à la ZEP il y a quatre ans, ont été transformés à la rentrée en ECLAIR (Ecole Collège Lycée Ambition Innovation Réussite). Quoi de neuf sous cette pompeuse appellation ? Le système ECLAIR s'impose dans les zones défavorisées où se concentrent les difficultés sociale et scolaire et bouleverse tout ce qui avait été mis en place avec l'éducation prioritaire... dont le ministère ne prononce même plus le nom dans sa circulaire de rentrée !

Les objectifs des ZEP dans les secteurs défavorisés comme Lormont, aujourd'hui touchés de plein fouet par la crise, étaient de « donner plus à ceux qui ont moins », pour faire réussir tous les élèves : davantage de moyens, moins d'élèves par classe... Avec ECLAIR, la « réussite de tous les élèves » n'est plus la priorité du gouvernement : les parcours des élèves seront individualisés. Les connaissances pour les plus défavorisés, la future main d'œuvre non qualifiée, se réduisent au strict minimum du « socle commun », privant ces enfants de la riches-

se de l'intégralité des programmes et de cursus longs. Avec ECLAIR, c'est « le mérite » et « les talents » qui compteront.

Sous prétexte d'« encourager des équipes stables et motivées autour d'un projet pédagogique », ECLAIR développe les méthodes managériales basées sur l'intéressement de l'enseignant, qui casse la coopération et la solidarité en les mettant en concurrence. ECLAIR ouvre la porte à toutes les dérèglementations : affectation des personnels « sur profil » au mépris de toutes les règles statutaires, dérogations aux programmes, flexibilité des missions... jusqu'à l'évaluation des enseignants par le résultat, autour de l'autonomie des établissements dont les budgets dépendront des résultats.

Cette année, 2 116 écoles, 297 collèges et 28 lycées sont concernés dans 30 académies... avant que le Ministère ne généralise le système dans les années à venir. Ne laissons pas faire ! Ne laissons pas se généraliser l'école libérale, l'école du tri social !

Christine Héraud

Ecole Aristide Briand de Pessac et bien d'autres... En lutte pour le maintien des EVS-administratifs

En 2010-2011, l'Inspecteur d'Académie a supprimé tous les contrats aidés d'EVS-administratifs, ces emplois précaires qui assurent une aide administrative aux directeurs(trices) et sans lesquels aucun directeur(trice) ne peut faire face à ses multiples missions. La plupart des écoles n'ont plus d'EVS en cette rentrée et se retrouvent en grande difficulté car c'est aussi l'informatique, la bibliothèque ou d'autres activités qui ne peuvent plus fonctionner en leur absence. Ces emplois, reconnus lors de leur

création en 2005 comme indispensables (mais tout de même recrutés dans la précarité !) sont aujourd'hui purement supprimés pour des raisons d'économie.

A l'école Aristide Briand de Pessac, parents et enseignants ne l'entendent pas de cette oreille et se sont mobilisés dès la rentrée pour le maintien du poste d'EVS-administratif. La mobilisation est allée crescendo. Après une journée porte ouverte où les parents et leurs associations (FCPE et APAB) ont dénoncé le coup

de force de ces suppressions, ils ont bloqué l'école, vendredi 16. Pas de classe ce jour-là : les enseignants solidaires ont été empêchés de rentrer dans l'école par des parents très déterminés à obtenir de l'IA la réouverture d'un poste.

Avec les enseignants, ils sont conscients qu'une seule école ne peut remporter de victoire et ont pris contact avec d'autres écoles de Pessac pour les associer à la mobilisation.

De nombreuses écoles sont en lutte en Gironde et dans tout le pays pour la réouverture des postes d'EVS-administratifs. Le gouvernement a annoncé une rallonge budgétaire qui permettrait la réouverture de 4000 postes : un chiffre ridicule par rapport aux dizaines de milliers supprimés.

La mobilisation continue.

C.H.



La fabrique scolaire de l'histoire officielle

Entretien avec François Richard, professeur d'histoire au lycée des Graves de Gradignan.

Pourquoi a-t-on décidé de mettre en œuvre de nouveaux programmes au lycée ?

François Richard : La réforme des lycées est appliquée depuis 2010 en seconde, cette année en première et l'an prochain en terminale. Elle commence à distiller son venin, tant dans le cadre institutionnel avec la logique managériale et l'autonomie des établissements, que dans celui des programmes. Une véritable offensive idéologique est à l'œuvre dans quelques disciplines sensibles comme les sciences économiques ou l'histoire-géographie. Les nouveaux programmes d'histoire en sont un bon exemple.

Comment analyses-tu leurs contenus ?

François : En seconde, l'approche est recentrée sur les racines chrétiennes de l'occident médiéval. Le XIX^{ème} siècle passe à la trappe ! La révolution française et le début du XIX^{ème} siècle, relégués en fin d'année, ne peuvent être, au mieux, que survolés.

En première, le programme couvre le XX^{ème} siècle et concentre sur un an ce qui se faisait en deux ans ! Les professeurs doivent le balayer en grands thèmes (« la croissance économique », « la guerre », « les totalitarismes », etc). Le problème, c'est qu'en plus d'être énorme, le programme rend l'histoire du siècle inintelligible : comment, par exemple, étudier la 2^{de} guerre mondiale avant les « totalitarismes » ?

En fait, c'est surtout un récit idéologique à la gloire de la mondialisation (au moment de sa crise la plus grave !), basé sur une vision « réconciliée » de l'histoire du siècle, avec une croissance économique formidable, des innocents tués dans les guerres, à cause des mé-

chants (totalitaristes ou terroristes) mais des démocraties libérales finalement triomphantes. Cette bouillie libérale, en construisant une fiction (la vision apaisée de la gestion des peuples et des territoires, en complet décalage avec la vérité de ce début de XXI^{ème} siècle chaotique et violent), vise bien à nous faire enseigner « *la fin de l'histoire* ».

Quels liens peux-tu faire entre ces contenus et les nouveaux enjeux en matière de politiques éducatives ?

François : Cette histoire officielle est un des effets de l'offensive idéologique des bourgeoisies européennes, initiée par la stratégie de Lisbonne (2000) et le sommet de Barcelone de mars 2001. Leur intention est de faire des professeurs les intellectuels organiques de « *l'économie de la connaissance* ». Nous sommes au seuil d'un basculement culturel majeur.

Existe-t-il à ce jour une réponse collective à cette menace sur l'enseignement de l'histoire ?

François : Un groupe de professeurs de l'académie d'Aix-Marseille a proposé dès le printemps un mouvement de désobéissance civile au programme d'histoire de première (<http://aggiornamento.hypotheses.org/178>). Une pétition en ligne contre ce « programme insoutenable » circule en ce moment sur internet, à l'initiative du SNES (<http://www.snes.edu/petitions/index.php?petition=23>). Mais les professeurs se retrouvent devant la difficulté de désobéir, car leurs élèves seront interrogés au bac sur ces thèmes. Le rouleau compresseur avance et la résistance pédagogique doit s'organiser. Il est urgent de le faire savoir autour de nous. Ces programmes devront être abrogés.

Propos recueillis par Patrick Chaudon

Croisade sexiste contre les programmes de SVT

80 députés de droite, 113 sénateurs, soutenus par J-F Copé partent en croisade, à la suite d'associations catho et de Christine Boutin, contre les programmes de Sciences de la Vie et de la Terre de première E et L et les manuels scolaires.

L'objet du litige ? Les thèmes « *devenir homme, devenir femme* » et « *vivre sa sexualité* » qui présentent, en abordant les différents aspects génétiques, hormonaux et socioculturels, l'identité sexuelle comme une construction biologique et sociale.

Ces programmes s'appuient sur des connaissances scientifiques avérées et luttent de fait contre les préjugés homophobes, contre les stéréotypes sexistes qui, assignent à chaque sexe des comportements dits masculins ou féminins et servent surtout à justifier l'oppression des femmes et la famille patriarcale.

Plusieurs des initiateurs de cette campagne rétrograde ont été condamnés par le passé pour des propos homophobes. Ils prétendent défendre la science mais étalent surtout leur vision traditionaliste de la famille, leur morale sexuelle hypocrite d'un autre âge hors de laquelle il n'y aurait que déviances.

Ces députés, pour flatter l'électorat le plus réactionnaire, n'hésitent devant aucune stupidité. Avec une telle vision archaïque, c'est bientôt l'enseignement de la théorie de l'évolution qu'ils pourraient remettre en cause !

Bruno Bajou

A lire

Le capitalisme évolue, l'école aussi !

La nouvelle école capitaliste, de C. Laval, F. Vergne, P. Clément, G. Dreux (La Découverte, 2011, 280p, 19,5€)

Dans les années 70, des chercheurs en sciences sociales s'employaient à montrer comment les inégalités sont reproduites à l'intérieur même de l'institution scolaire, comment les fonctions idéologiques de l'école capitaliste garantissent la reproduction des conditions de l'exploitation.

A l'heure de la mondialisation du capital et du néo-libéralisme, l'école assure-t-elle toujours ces fonctions de la même manière ? Assurément non, répondent les auteurs de *La nouvelle école capitaliste*. Leur thèse est que le système scolaire a dû s'adapter aux nouvelles conditions de l'accumulation mondiale du capital, qu'il est en train de connaître une mutation historique, une rupture majeure dans le processus même de transmis-

sion des savoirs. Dans « *l'économie de la connaissance* », (où, selon les théories de l'OCDE, la connaissance devient valeur marchande), l'école est désormais vouée, non pas à l'élévation du niveau de connaissances, mais à la production rationalisée de « capital humain », entendons par là des individus capables de savoir se vendre sur le marché du travail, de se conformer à leur environnement économique. La mécanique scolaire est pensée comme un gigantesque entretien d'embauche où chaque élève est censé mettre en œuvre une stratégie individuelle pour construire son parcours professionnel.

Tous ceux qui luttent pour que l'école deviennent enfin un espace d'émancipation doivent prendre la mesure de ce basculement pour mieux en combattre les effets.

Patrick Chandon



Salarié(e)s handicapé(e)s Un vrai boulot, pas de l'intérim

Le groupe Toulouse Intérim a ouvert à Bordeaux une agence « Gironde Intérim Handicap » pour les salarié(e)s handicapé(e)s. En expliquant « *il y a une vraie demande de la part des entreprises. Elles sont de plus en plus nombreuses à vouloir recruter des salarié(e)s en situation de handicap* ». Et puis « *Les salarié(e)s handicapé(e)s et les patrons ont du mal à se trouver... malgré les structures qui œuvrent pour l'insertion professionnelle des handicapé(e)s* ».

Alors, enfin une bonne nouvelle, pour l'emploi, pour les précaires les plus précaires que sont les salarié(e)s handicapé(e)s ?

Il y a plus de 20 % de chômage chez les travailleurs handicapés. La loi de 1987 qui fixe une obligation de « quota » de 6 % de salarié(e)s handicapé(e)s dans les entreprises de plus de 20 salariés n'a jamais été contraignante pour les patrons du privé et pour l'Etat patron lui-même, les amendes étant dérisoires.

Si, comme le dit cette agence d'intérim, « *il y a une vraie demande des entreprises* », qu'elles respectent déjà la loi en embauchant directement ! Et s'il y a besoin d'intermédiaire pour mettre en relation les patrons et les travailleurs, il existe pour cela un service public de l'Emploi qui s'appelle Pôle Emploi !

Les agences d'intérim (toutes !) sont des entreprises capitalistes parasites et inutiles qui ne doivent leur existence qu'au chômage et à la politique de précarisation généralisée du travail. Elles se font beaucoup de profits, dans un marché juteux, et, concurrence oblige, « marchandent » leurs intérimaires au mieux de leur intérêt et de celui des patrons qui font appel à elles. Ce n'est pas pour rien qu'au début de la légalisation de l'intérim en France en 1972, elles étaient traitées à juste titre de « *marchands d'esclaves* » ! Avant, il existait des ETT (entreprises de travail temporaires) depuis les an-

nées 50 mais d'après la législation toute action de placement de travailleurs à but lucratif était interdite.

Cette légalisation est donc intervenue au moment où s'est développée la précarisation notamment dans l'industrie ainsi que le début d'un chômage qui n'en finit plus de grossir.

Le groupe Toulouse Intérim vise à doubler son chiffre d'affaires en 5 ans ! Pour la santé de ses bénéficiaires bien entendu.

Les personnes handicapées doivent avoir leur place pleine et entière dans la société et notamment dans le travail. Mais, tout comme pour l'ensemble des travailleurs, il nous faut condamner fermement cette précarisation du travail et donc des salaires et se battre tous et toutes ensemble pour imposer un véritable partage du travail et des richesses.

Jacques Raimbault

Nos vies, pas leurs profits

Pôle santé public/privé d'Arcachon Non à la privatisation !

Nous étions une centaine le 25 juillet devant le Parc des expositions de La Teste, venus protester à l'occasion de la pose de la première pierre du pôle santé Public/Privé, qui regroupera sur un même site l'Hôpital Public et la clinique d'Arcachon (qui fait partie du groupe privé Bordeaux Nord).

Le site était bien gardé pour cause de présence du ministre X. Bertrand. Ce qui ne nous a pas empêchés de ralentir l'arrivée des invités venus profiter des petits fours.

Ce projet est une aubaine pour la clinique. Cette dernière bénéficie d'un financement public et de plateaux techniques communs : blocs, imagerie médicale. Le service de chirurgie ambulatoire, très rentable, sera privé. Les services de médecine générale, de gériatrie, moins rentables, seront publics...

Alors qu'on nous dit que la santé coûte trop cher, qu'il faut faire des économies, l'Etat arrose les patrons des cliniques de subventions. Quant aux profits réalisés, ils restent privés. Cela n'empêche pas la FPH (Fédération de l'Hospitali-

sation Privée) de porter plainte auprès de la Commission européenne contre l'Etat français pour « *financement discriminatoire au profit des hôpitaux publics* »... Ce n'est pas le culot qui l'étouffe !

C'est toujours avec les mêmes arguments que l'Etat justifie les regroupements Public/Privé : une meilleure prise en charge des patients. Or, ces derniers n'auront d'autre choix que d'aller dans le privé pour certaines interventions et subiront des dépassements d'honoraires généralisés dans ce secteur.

La dette publique sera un prétexte supplémentaire pour accentuer cette politique. Le gouvernement vient d'ailleurs d'annoncer la nécessité de faire 2,2 milliards d'euros d'économies supplémentaires dans la santé.

Pourtant, alors même que les grandes entreprises bénéficient de 38 milliards d'exonérations annuelles de cotisations sociales, les moyens pour une santé publique prise en charge à 100 % par la Sécu existent !

Isabelle Laroquet

La direction de Sud Ouest veut censurer ses salariés

Comme dans bien d'autres entreprises, la direction de *Sud Ouest* se refuse à revaloriser les salaires alors que les prix flambent. Face à cette situation, les journaux de SEPL, la presse hebdomadaire du groupe Sud Ouest, ont passé cet été une publicité revendicative, à la demande des salariés en lutte pour leurs salaires.

Le message était simple et clair : face au mépris de la direction, les salariés « *rappellent qu'ils ne sont pas du bétail* »... avec photo d'un mouton pour souligner la chose !

La direction de *Sud Ouest* n'aime visiblement pas que le public soit informé du sort de ses salariés. Elle a ainsi infligé une mise à pied de cinq jours à la rédactrice en chef adjointe du *Résistant de Libourne*, qui est aussi déléguée du syndicat Filpac CGT, pour avoir autorisé le passage de la publicité en question ! Elle a aussi porté plainte pour diffamation contre le secrétaire général de la Filpac et contre le site internet fédéral qui avait osé reprendre la publicité que la direction ne saurait voir ! Elle a même le culot de réclamer 5 000 euros de dommages et intérêts !

Tout est bon pour tenter d'intimider les salariés, surtout quand ils revendiquent des augmentations de salaire. La « liberté d'expression » s'arrête vite devant les intérêts des patrons !

La CGT appelle le 5 octobre à un rassemblement devant le journal *Sud Ouest* en solidarité avec les salariés sanctionnés et pour défendre le droit légitime de revendiquer et de contester la politique de la direction.

Laurent Delage



Tchernobyl, Fukushima, Marcoule, ça suffit : Nucléaire dégage !

Six mois jour pour jour après la catastrophe de Fukushima, un accident mortel vient de se produire sur un site de retraitement des déchets nucléaires en France. Cet événement suit de quelques jours le non-lieu scandaleux de la cour d'appel de Paris dans l'enquête sur les conséquences sanitaires de Tchernobyl sur la population française.

Quand on sait que le CentraCo dans lequel l'accident de Marcoule a eu lieu avait fait l'objet de nombreuses notifications d'incidents (18 depuis 2000), quand les salariés du nucléaire n'ont cessé de dénoncer l'opacité de leurs conditions de travail, alors on ne peut qu'être convaincu qu'un nucléaire transparent et sous contrôle démocratique est impossible. La probabilité d'un accident majeur dans les plus grandes puissances nucléaires n'est pas une possibilité mais une certitude.

On sait que les impératifs de rentabilité dans l'entreprise privée EDF et ses nombreux sous-traitants pressurés valent plus que la sécurité et que nos vies. Alors on ne peut plus douter de

la nécessité de sortir du nucléaire maintenant.

Le NPA propose un plan de sortie du nucléaire en moins de dix ans (www.npa2009.org) compatible avec le non-prolongement des installations vieillissantes comme celles de Fessenheim, du Blayais... Articulé avec nos revendications de maintien des collectifs de travail, des emplois et des rémunérations. Articulé également avec les impératifs de sobriété énergétique et d'efficacité indispensables à la lutte contre le réchauffement climatique et la limitation drastique du recours aux énergies fossiles. Sans attendre 2012, il faut se mobiliser largement et exiger la sortie du nucléaire sous la maîtrise des salariés et de la population. Les manifestations du 15 octobre constituent une première étape.

Jean-Marie Thonier



A Bordeaux :

Manifestation STOP NUCLEAIRE, samedi 15 octobre, 14h place Pey Berland
Débat sur la sortie du nucléaire, vendredi 14 octobre 20h30, Athénée municipal

Echec des « démolitions-reconstructions » : un exemple à Lormont

L'objectif des démolitions-reconstructions d'HLM (plans ANRU : Agence nationale pour la rénovation urbaine) était de raser des cités pauvres pour faire venir des habitants plus aisés.

Le bilan de cette politique est que les logements reconstruits, plus petits et plus chers, voient leurs loyers augmenter, ainsi que les charges locatives plus nombreuses. Ce sont les familles démunies, monoparentales ou les personnes âgées qui en ont le plus souffert.

Ainsi, dans le quartier du haut Carriet à Lormont, 375 logements très sociaux ont été démolis et 231 reconstruits sur place, dont aucun très social.

Dans le quartier de Lormont Génicart, où presque 800 logements très sociaux ont été détruits, dont des T5 et T6, aucun logement de ce type ne sera reconstruit.

L'opération ANRU de Génicart, sans doute la plus grande de France, l'a vidée

d'une partie de sa population. Du coup, les effectifs des deux collèges diminuant, mairie et Education Nationale les ont regroupés en un seul ; de 500 élèves, ce collège est passé à 850 !

L'ANRU est obligée de reconnaître, dans son dernier rapport que, sept ans après la mise en place de ce dispositif par la droite et la gauche, sans concertation des habitants, sa politique est un échec.

Le déficit de logements sociaux s'est même aggravé. 33500 logements n'ont pas été construits, alors qu'on devait démolir autant que construire.

Seulement 5,7 % des logements reconstruits sont de bien meilleure qualité que ceux qui ont été détruits ; 68 % des habitants ont été relogés dans le même type de quartier où ils vivaient.

Fonctionnant avec de l'argent public, l'ANRU est déficitaire de 343 millions d'euros en 2011. Depuis 2009, elle ponc-

tionne le « 1% logement » (prélevé sur les salariés du privé, normalement pour construire, et non démolir !) Ainsi, elle a financé 96 % des démolitions (20 000 € par logement détruit), mais ne finance que 11 % des reconstructions (130 000 € par logement reconstruit), laissées aux banques.

Est-ce que celles-ci voudront investir maintenant dans les nombreuses reconstructions en retard ?

Pour ces raisons, en tant qu'élus municipaux NPA, nous avons refusé ces plans ANRU, en exigeant des salaires et des emplois permettant de se loger dignement, et un service public du logement, sous contrôle des habitants, en nous appuyant sur les réseaux de solidarité et résistance qui existent ou sont à reconstruire dans les quartiers.

Monica Casanova

Internationalisme

17 ans après le génocide du Rwanda Un procès à Bordeaux... contre les victimes

Le 30 janvier 2010, le collectif girondin pour le Rwanda, qui compte parmi ses membres des victimes du génocide de 1994, manifestait devant l'hôpital de Villeneuve-sur-Lot pour réclamer un procès du docteur Munyemana, médecin rwandais accusé d'avoir participé au génocide des Tutsi. Trois membres du collectif ainsi que l'association Cauri sont assignés en justice à Bordeaux le 27 septembre pour non respect de la « présomption d'innocence » ! Voici une interview de Pascal Bianchini de l'association Cauri.

Peux-tu nous dire les circonstances de votre action à Villeneuve-sur-Lot en 2010 ?

Pascal : Des plaintes pour participation au génocide ont été déposées en 1995 et en 2001 contre cet individu. En 2009, une affaire éclate contre un médecin rwandais à Maubeuge, recherché lui aussi par Interpol. En réaction, le docteur Munyemana va s'exprimer dans la presse contre les « accusations mensongères ». Pierre Péan prendra aussi sa défense, en parlant de « culture du mensonge ». Quand nous avons vu qu'il était le seul à avoir droit à la parole, nous avons décidé d'une action devant l'hôpital, pour rappeler que les plaintes attendent toujours un procès et que l'affaire n'est pas classée, contrairement à ce que beaucoup croyaient.

Quelles sont les accusations contre Munyemana ?

Pascal : Les premières datent de 1994, d'un journal belge « *De Morgen* ». African Rights a fait tout un dossier sur lui, ainsi qu'une ONG de médecins pour les droits de l'homme qui avait même demandé au ministère de la santé de ne pas l'embaucher. Dans un ouvrage de la FIDH, « *aucun témoin ne doit survivre* », il est cité à 6 reprises pour avoir incité à constituer des milices. Il existe aussi des témoignages sur RFI où il est accusé d'assassinats. Enfin, il a été condamné pour crime de génocide en 2008, par un tribunal gacaca au Rwanda, dont les jugements sont

utilisés par le tribunal pénal international.

Il est scandaleux qu'un tel procès ait lieu contre les victimes alors que depuis 17 ans, aucune plainte déposée par des victimes du génocide n'a donné lieu à un procès en France. A ton avis, à quoi est due cette situation ?

Pascal : Au début, les juges disaient qu'ils ne pouvaient pas faire d'enquête au Rwanda. A l'époque, on justifiait cela par des raisons de sécurité. Depuis 2008 et le rétablissement des relations diplomatiques, des juges ont pu aller récupérer des témoignages là-bas. Mais à ce jour, il n'y a toujours aucun procès en France, contrairement à la Belgique, la Suisse ou l'Allemagne.

Que penses-tu du rôle de l'armée française au Rwanda, qui a soutenu le régime d'Habyarimana jusqu'au bout ?

Pascal : Il y a des accusations étayées sur la façon dont l'Etat français, dans sa partie militaire et civile puisque des responsables politiques ont donné l'ordre d'y aller, s'est rendu complice du régime d'Habyarimana. A partir de 1990, l'armée française intervient pour soutenir son régime face à l'avancée du FPR. Les effectifs de l'armée rwandaise ont été multipliés par 15 entre 1990 et 1994 sous l'effet de la coopération militaire française. Après 1993, l'armée s'est retirée, mais une coopération « non

officielle » est restée. Il y a aussi des accusations sérieuses sur des ventes d'armes, même sous l'embargo et au début du génocide. Enfin, il y a l'opération Turquoise, décidée à la fin, et qui, par ses moyens, était une opération militaire lourde et pas humanitaire. Elle a eu pour principal résultat la conservation de l'appareil du génocide qui a pu être démenagé au Congo, ce qui a prolongé la guerre en 1996 et 1997.

Quel soutien peut-on apporter ?

Pascal : Venir nous soutenir au procès, nous soutenir financièrement pour les frais de justice, signer la pétition en ligne. Mais au-delà de ce procès, nous avons besoin de soutien car la pression est forte aujourd'hui pour faire oublier, pour relativiser, pour renvoyer ce génocide à la « *sauvagerie* » des africains. Un génocide est une machine organisée, financée, qui a été préparée pendant des années. Il faut refuser le négationnisme ambiant sur le Rwanda, faire toute la lumière sur ce qui s'est passé et sur les responsabilités. Un génocide, c'est imprescriptible.

Propos recueilli par Laurent Delage avant le procès.

Contact Cauri :

<http://asso-cauri33.over-blog.com/>

Retour du Chili

L'appel de la jeunesse révoltée au monde du travail



Nous nous trouvions dans la banlieue de Santiago du Chili, à Maipú, lors de la journée de grève générale et de manifestation du 24 août dernier.

Depuis trois longs mois, la jeunesse scolarisée, étudiants et lycéens, était partout mobilisée pour une éducation gratuite et laïque pour tous. En effet, la dictature de Pinochet avait permis aux « Chicago Boys » (économistes libéraux venus de Etats-Unis), de prendre les manettes de l'économie, en privatisant massivement usines et biens publics, dont l'Education. C'est à ce prix, dans un pays muselé par la répression et l'exil de dizaines de milliers de militants, que l'économie chilienne a « émergé »...

En 1981, Pinochet a édicté une loi finançant les établissements en fonction de leurs effectifs et de leur assiduité. Ce qui a poussé le privé à investir dans l'Education, en créant une énorme inégalité sociale. N'importe qui pouvait ouvrir un établissement et faire du fric. Le bac s'est bien sûr appauvri pour cause de dictature : même des livres comme le « Petit Prince » étant considérés comme suspects par le régime !

Mais ensuite, la réaction vint de mouvements populaires dans les bidonvilles et la jeunesse, le mouvement ouvrier traditionnel ayant été décapité. Ils ont conduit à la mise en retrait de Pinochet en 1991, puis à l'arrivée de gouvernements d'alliance centre gauche.

Sous ces nouveaux gouvernements de la Concertation, placés encore sous la Constitution de Pinochet, ces contre-réformes se sont poursuivies, voire aggravées.

En 2001, puis à nouveau en 2008, les lycéens se sont courageusement lancés dans un vaste mouvement de contestation, dit des « Pingouins » (à cause de leurs uniformes bien souvent blancs et noirs), contre la municipalisation de l'enseignement, c'est-à-dire la gestion des établissements scolaires par les communes qui ne faisait qu'aggraver les inégalités sociales, au bénéfice du privé. Les slogans des jeunes étaient : « *L'Education, d'abord aux fils d'ouvriers !* » Ils ont subi la répression du gouvernement de Bachelet, socialiste actionnaire de 3 établissements, et dont la ministre de l'Education, socialiste aussi, l'était de 6 !

Les 24 et 25 août derniers, la plus grande centrale syndicale, la CUT, avait appelé à une grève générale en solidarité avec la jeunesse, qui se battait seule depuis des mois. Même si la CUT ne s'est pas donné les moyens de mobiliser, dans tout le pays, des salariés ont fait grève et manifesté, des barricades ont parfois été installées pour essayer de bloquer le pays.

A Maipú, ce sont les employés municipaux, et en particulier les CDD, qui se sont le plus mobilisés. Sur 600 territoriaux, 300 sont précaires ! Partis à un millier, ils ont fait le tour du centre-ville jusqu'à devenir 5000, en scandant : « *Al-lons vers la grève générale !* », « *En avant, ouvriers et étudiants !* » La manifestation s'est terminée par des prises de parole de jeunes, des secteurs présents, avec appel à la solidarité avec le peuple indigène mapuche, victime d'une loi anti-terroriste en vigueur y compris sous

Bachelet, en lutte pour ses terres et ses droits.

Dans l'ensemble du pays, malgré la répression, la rue était présente. Elle résonnait de luttes récentes, des ouvriers et sous-traitants des mines, des employés des transports publics Transantiago, de travailleurs portuaires et d'habitants de bidonvilles. Les manifestations finies, les jeunes continuaient à récolter de l'argent pour leurs camarades exclus des établissements, pour un groupe de lycéens qui a fait 37 jours de grève de la faim...

Face au dialogue social des partis de gauche et des syndicats traditionnels, nous avons vu une nouvelle génération militante, ouvrière et étudiante, se battant consciemment, non seulement contre les dégâts de la dictature, mais contre ceux qui ont poursuivi sa politique, une génération en lutte pour une démocratie qui ne soit pas celle des riches, mais celle des besoins sociaux et de la liberté, défiant avec une certaine joie le régime du réactionnaire Piñera (le Sarkozy chilien, l'appelle-t-on), incapable de la museler.

Tous les 11 septembre, jour de manifestations violentes au Chili, il y a des commémorations partout dans le monde, contre le coup d'Etat de Pinochet. Cette année, à Bordeaux, elle s'est faite aussi sous le signe de la solidarité avec la lutte des jeunes : signe des temps !

Laurent Delage, Monica Casanova

Interview de Jérôme Lobao

membre du collectif **Romeurope** (collectif national d'associations et d'individus pour l'accès aux droits fondamentaux des rroms migrants, réseau militant d'intervention, de partage d'infos et de revendications), président de l'association **Procom**.

La question des rroms vient de nouveau de resurgir à Bordeaux avec l'expulsion du squat de Queyries et l'évacuation d'une partie du squat de Thiers début septembre. Le discours gouvernemental continue de stigmatiser les rroms...

Jérôme : Il y a eu effectivement les propos inadmissibles du nouveau président de l'OFII (office français de l'immigration et de l'intégration), Arno Klarsfeld dans *Médiapart*, qui défend avec cynisme la politique du chiffre : « *Les sans-papiers, on ne les renvoie pas vers Auschwitz...* » ou sur *France inter* le 21 septembre : « *S'il n'y a pas de politique du chiffre, c'est-à-dire s'il n'y a pas d'aiguillon sur les préfets, alors les préfets ne font pas ce travail de renvoyer...* ».

Le gouvernement est à la veille d'une décision de prolongation de la politique de transition pour la Roumanie et la Bulgarie. Alors qu'on arrivait à la date de pleine intégration de ces pays dans l'Europe, leurs ressortissants n'auront toujours pas le droit de travailler légalement en France pendant encore deux ans. Or, le processus d'intégration des populations rroms passe avant tout par l'emploi.

6000 rroms vivant en France sont en âge de travailler. Beaucoup travaillent au noir, sur des boulots délaissés. Il faut tous les régulariser. Ce n'est pas cela qui déstabilisera le monde du travail...

On a assisté cet été à un triste épisode de la guerre contre les rroms : l'organisation d'un convoi RATP d'expulsion de rroms en région parisienne...

Jérôme : Oui, cela rappelle des moments sombres de l'Histoire. S'agit-il de la décision de fonctionnaires particulièrement zélés au ministère ou à la RATP ? Toujours est-il que cet acte n'a été suivi d'aucune sanction ni d'aucun désaveu du gouvernement. Il s'agit bien d'une volonté politique de chasse aux rroms destinée à l'électorat le plus réactionnaire de droite et d'extrême-droite.

Quelles est l'urgence aujourd'hui ?

Jérôme : D'abord, il faut que le gouver-

nement lève les mesures transitoires sur la Bulgarie et la Roumanie.

Ensuite, le gouvernement qui a obligation par la loi de protéger les mineurs doit arrêter de les stigmatiser. Guéant tient lui aussi des propos inadmissibles contre les mineurs roumains qu'il catalogue de délinquants et a donné des soi-disant chiffres de cette délinquance dans *Le Parisien*, propos qui bafouent la Convention des droits de l'enfant et la loi française qui imposent d'assurer la protection des mineurs en danger. Selon la loi, un mineur ne peut être en situation irrégulière ni expulsable. Que le gouvernement respecte ses propres lois.

Il faut mettre fin à la politique qui consiste à donner une mauvaise image des populations rroms, qui les expulse et leur mène la vie très dure sur l'accès à tous les droits fondamentaux comme l'école, les soins médicaux, le logement et l'emploi...

Où en est-on à Bordeaux, après l'expulsion du squat de Queyries et l'évacuation partielle de Thiers ?

Jérôme : La population rrom de Bordeaux est à 90 % bulgare et se répartit dans 7 squats sur la CUB. Le préfet vient de lancer une troisième phase de la MOUS (Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale, qui travaille au relogement de familles). La Préfecture n'a toujours donné ni le budget ni le nombre de familles concernées mais voudrait que les associations valident un projet et des méthodes de travail opaques. Les associations se battent pour être pleinement associées pour le diagnostic sur les familles, la médiation et l'accompagnement social.

Face à leurs misérables conditions de survie en France, des familles expulsées de Queyries ont préféré rentrer en Bulgarie...

Jérôme : Oui, il s'agit de départs dits « humanitaires » pour lesquels chaque adulte reçoit 300 € et 100 € par enfant, mais les familles sont avant tout victimes de ce qu'on ne leur dit pas... en

particulier que la loi Besson, après un départ dans ces conditions, les rend immédiatement expulsables lors d'un retour ultérieur. Une façon de faire du chiffre. Le mot « humanitaire » ne fait que mal cacher la réalité de l'expulsion pure et simple.

On peut donc dire que le lendemain de la première expulsion de Queyries, le 30 août, 155 personnes ont été expulsées par avion.

La Mairie de Bordeaux vient de t'embaucher comme médiateur ?

Jérôme : Oui, ainsi qu'un bénévole de Médecins du Monde. Des appels arrivent de partout : des PMI, médecins et infirmières scolaires, enseignants, centres sociaux de quartier, qui témoignent des énormes besoins et difficultés des familles et de l'importance du rôle du médiateur.

Il y a un énorme travail à faire qui dépendait essentiellement des associations. La présence des médiateurs peut changer la donne en impliquant davantage les municipalités.

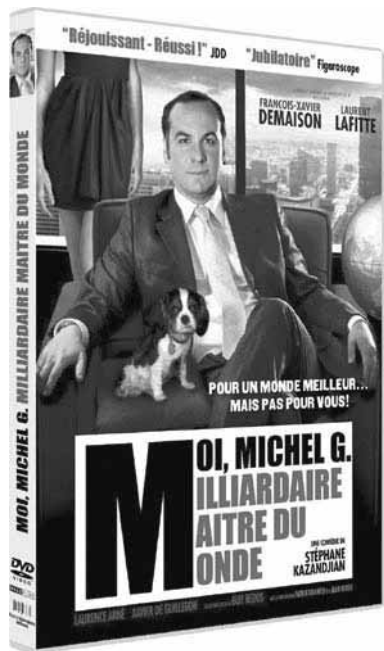
Ces familles sont victimes du racisme ambiant, distillé par le gouvernement, et pour nous, combattre ce racisme passe par des conditions de vie décentes, c'est-à-dire l'eau dans les squats, la scolarisation des enfants, le suivi médical... et l'apprentissage par les familles des règles d'une alimentation équilibrée, par exemple. C'est ce qui explique la mise en place d'ateliers de cuisine pour les mères et les enfants dans le cadre des centres sociaux de la Benaugue et de Queyries et notre combat pour que l'apprentissage du français soit généralisé. De droite ou de gauche, certaines municipalités de la CUB nous aident dans ce travail, d'autres ont montré dans un passé récent que, malgré leurs discours, elles ne rêvaient que du départ des rroms de leur territoire.

Alors que nous discutons, nous apprenons une alerte d'expulsion à Toulon....

Propos recueillis par Christine Héraud

Moi, Michel G., milliardaire, maître du monde

de Stéphane Kazandjian, avril 2011, disponible en DVD



« Bonjour je m'appelle Joseph Klein, je suis réalisateur de documentaires (...) Pour mon nouveau film, j'ai voulu me faire un patron du CAC 40. » Tels sont les premiers mots d'une sympathique comédie aux allures de (faux) documentaire, très bien documentée sur le capitalisme contemporain. Le ton est donné d'emblée. Nous voilà projetés pendant 1h30 dans les joies et les affres quotidiennes d'un multimilliardaire content de lui, obsédé par le désir d'avaler un groupe concurrent et s'amusant à jouer la « transparence » auprès de l'opinion publique en acceptant d'être suivi à la trace par un journaliste totalement révolté par ce système. C'est toute la trame de ce petit film dont l'objectif n'est rien d'autre que de permettre au plus grand nombre d'approcher sans crainte le monde opaque du capital, d'ordinaire réservé aux « initiés », cet antre secret au seuil duquel, comme disait Marx, il est écrit « *ici on n'entre pas, sauf pour affaire !* ». Pari tenu ! Tout en dévoilant avec une clarté confondante les manigances financières des affairistes, le film nous livre quelques clés pour comprendre ce monde en crise. Le personnage-titre de Michel Ganiant, incarné par un ancien trader (François-Xavier Demaison) ignoble en toute innocence, pur concentré de toutes les figures connues depuis le fameux repas présidentiel au Fouquet's, est bien mieux qu'une caricature. C'est une personnification (parmi d'autres) du capital

à l'heure de la mondialisation financière. Et les dernières images montrant des milliers de travailleurs à la chaîne, des manifestations monstres dans Paris, ou encore le saccage de la sous-préfecture de Compiègne par les « Conti », ne laissent planer aucun doute sur la conclusion à en tirer : c'est bien le capitalisme qui ruine la société... et qu'il faut renverser !

Patrick Chaudon

Dans l'Etat le plus libre du monde

de B. Traven (Ed de l'Insomniaque)

Dans cette réédition d'un recueil d'articles, on s'aperçoit que Traven, en plus d'un conteur (voir le dernier *Anticapitalistes!*), était un excellent polémiste. Ces articles, écrits dans le feu de la guerre et la révolution, dans les années 1918-19, sous le nom de Ret Marut, ont paru dans le journal qu'il animait, *Der Ziegelbrenner* (Le briseur de briques), avant d'être arrêté et fuir d'Allemagne, menacé de mort.

Marut-Traven y retournait le slogan chauvin des champs de bataille d'Europe « *A la guerre comme à la guerre* » en « *Guerre à la guerre !* », convaincu, avec d'autres révolutionnaires, (dont les spartakistes, Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, jamais mentionnés par Marut ni l'éditorialiste du livre) que, dans cette guerre, il fallait retourner ses armes contre la bourgeoisie, et que seule la révolution pourrait mettre fin au carnage impérialiste. Et c'est ce qui arriva quand, en novembre 1918, les soldats de Kiel se soulevèrent, entraînant une révolution ouvrière qui s'organisa en Conseils, dont celui de Bavière.

Marut y fut porte-parole du tribunal révolutionnaire et chargé de la presse ; il voulait collectiviser les journaux pour les rendre indépendants de la bourgeoisie et des socialistes qui, parvenus au pouvoir en utilisant les Conseils, combattaient les révolutionnaires et les communistes dans « *l'Etat de plus libre du monde* ». Le socialiste Noske, à la tête de troupes, dont des corps francs qui allaient servir de vivier aux futurs nazis, se vantait même d'être « le chien sanglant » de la contre-révolution bourgeoise contre les Conseils. Sous ses ordres on arrêta, tortura et assassina des milliers de militants qui avaient décidé d'en finir avec la barbarie capitaliste, par la démocratie ouvrière au bout des fusils.

Un témoignage militant, riche en leçons !

Monica Casanova



QUINZAINNE ANTICAPITALISTE



Lundi 3 octobre
à 20h30
au cinéma UTOPIA

Soirée débat avec
FLAVIA CASTRO
autour de son film

Lettres
& Révolutions

Soirée organisée par le NPA33
et France Amérique Latine

Mercredi 5 octobre
JOSETTE TRAT

présentera l'ouvrage collectif

Les cahiers du féminisme
Dans le tourbillon du féminisme et de la
lutte des classes (1977-1998)

à 18h, au restaurant

L'oiseau Cabosse
place Ste Colombe
à Bordeaux

à l'invitation de la
librairie

La mauvaise
réputation

et à 20h30
Rencontre-débat
au local
du NPA33

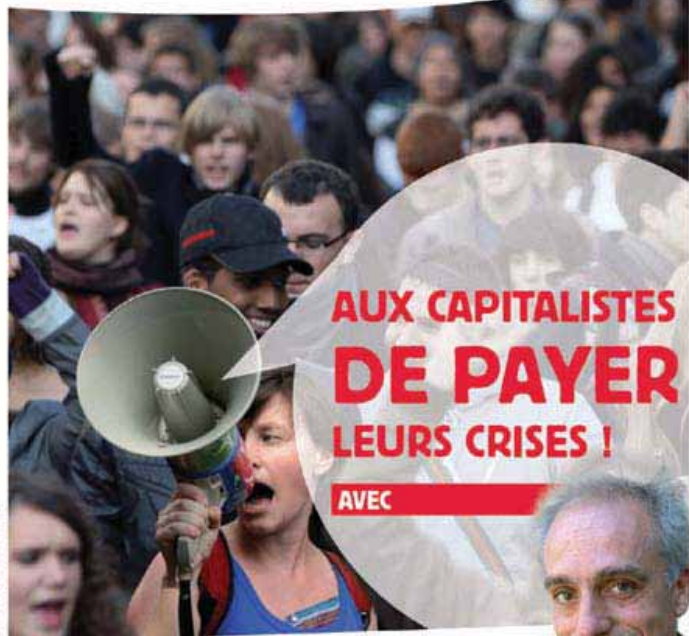


Le 12 octobre, à 20h30
à l'Athénée Municipal,
MEETING

d'ouverture de la campagne de la
présidentielle avec notre candidat,
PHILIPPE POUTOU

MEETING

MERCREDI 12 OCTOBRE | BORDEAUX
20H30 | Athénée Municipal, Place Saint-Christoly



AUX CAPITALISTES
DE PAYER
LEURS CRISES !

AVEC

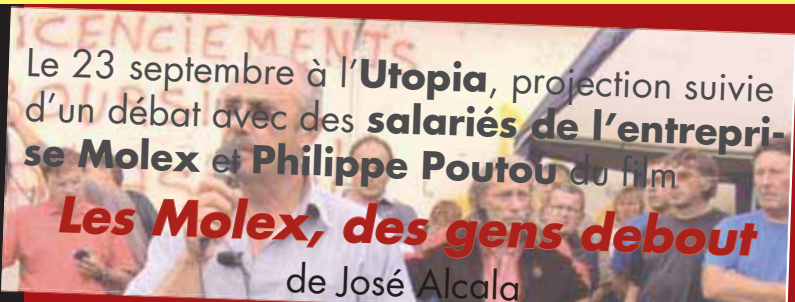


Philippe POUTOU

candidat anticapitaliste

WWW.NPA2009.ORG

Lorsque ce numéro d'**Anticapitalistes !** sortira,
deux autres initiatives auront déjà eu lieu :



Le 23 septembre à l'**Utopia**, projection suivie
d'un débat avec des **salariés de l'entreprise Molex** et **Philippe Poutou** du film

Les Molex, des gens debout

de José Alcalá

Le 28 septembre,
Hubert Krivine
a présenté son livre
La Terre, des mythes
au savoir
à la **Machine à lire**,
et animé une réunion
débat sur le thème
La bible, le coran,
à côté ou contre la
science ?

à l'Athénée municipale
de Bordeaux

